



UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX

الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام
ההתאחדות היהודית הצרפתית למען השלום

Affiliée à



Des élus de la République accusés d'antisémitisme

Le maire d'Ivry Philippe Bouyssou (PCF), ainsi que trois adjoints, ont été convoqués vendredi dernier par la brigade de la répression de la délinquance contre la personne. Rien que ça. Leur crime ? Avoir favorisé un vœu en conseil municipal le 20 octobre dernier promouvant le boycott « des produits issus des colonies israéliennes » afin de permettre à « la municipalité et aux administrés de ne pas contribuer indirectement (...) à l'exploitation illégale des (...) territoires palestiniens occupés » - en d'autres termes, avoir voulu s'opposer à la hauteur de leurs moyens au régime d'oppression israélien tout en respectant le cadre du droit international et des directives européennes.

C'est au Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA), dont leur usage politique galvaudé de l'antisémitisme au profit d'un alignement sans faille sur les positions sionistes les plus dures n'est pas à démontrer, que l'on doit cette mise en accusation. L'avocat de l'association n'a pas hésité à déclarer, tout en rappelant la supposée illégalité du boycott d'Israël, que « l'amalgame a une incidence directe sur la communauté juive ». Certes ! Mais qui en est responsable ? Des élus qui soutiennent une démarche citoyenne et pacifique visant à agir contre l'injustice faite à un peuple colonisé, ou des responsables associatifs qui jouent avec le feu en assimilant sans cesse la moindre critique des politiques israéliennes à de l'antisémitisme ?

Il va sans dire que l'UJFP apporte tout son soutien aux élus d'Ivry, et leur souhaite de sortir indemne de cette épreuve qui risque de les auréoler du soupçon d'antisémitisme. Le fait même qu'il s'agisse d'élus de la République semble marquer un tournant dans la criminalisation du mouvement de solidarité avec la Palestine. Macron et Philippe, dans la droite lignée de Valls, ont une responsabilité énorme, tout affaires qu'ils sont à assimiler antisémitisme - soit la critique d'une idéologie politique raciste et/ou du régime qui l'applique - et antisémitisme - la haine du Juif, ou du supposé tel, parce que juif, ou supposé tel -, nourrissant une confusion délétère.

Il nous semble nécessaire de rappeler que cette criminalisation faite au nom de la lutte contre l'antisémitisme lui porte en réalité préjudice et met en danger la liberté d'expression et de conscience.

Le Bureau national de l'UJFP, le 19 octobre 2017

Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

Téléphone : 07 81 89 95 25 • E-mail : contact@ujfp.org • Site web : www.ujfp.org

Page facebook : www.facebook.com/UJFP.Officiel • Compte twitter: @contactujfp